

Déjà et surtout à partir de 1983 il y avait de nombreux échanges entre classes uniques ou petites écoles dans les listes télématiques successives du mouvement Freinet qui squattaient des serveurs (ceux-ci avaient un coût) : serveur du Conseil Général de la Vienne (réseau ASCOMEL), serveur du CNRS de L'Isle D'Albot (réseau TRAFIC) (1983), qui fusionnaient sur le serveur de la ville de Châtelleraut (réseau ACTI) (1985, puis sur celui du rectorat de Nice (educazur) (1988). Les classes uniques y étaient très actives. Il y avait eu aussi les circuits de « correspondance naturelle » dont un avait été la première marche vers une école du 3^{ème} type pour quelques-uns.

- Mais c'est en **1989** que tout a vraiment démarré. Septembre de cette année, une magnifique journée d'automne, nous revenions dans l'école après avoir baigné sur les bords de la Vienne, nous être arrêtés pour caresser les chevaux de Dédé avec le village derrière et une magnifique lumière. En arrivant en classe nous consultons la messagerie : il y avait un message de Jean-Paul Gay instit de classe unique au Gollet au pied du Mont Blanc. Il m'informait qu'il avait lu dans le journal des maires (il était aussi secrétaire de mairie) qu'un plan Mauger programmait la suppression de toutes les classes uniques et même des écoles à 2 classes. LE CHOC ! Jusqu'alors les classes uniques étaient protégées par ce qu'on appelait la grille Guichard du nom du ministre qui l'avait pondue, les CU ne pouvaient être supprimées que lorsque l'effectif tombait en dessous de 9.

Dans la soirée du même jour j'organisais une rencontre avec les copains de la Vienne et le maire de Queaux, Yves Jean (universitaire, avec quelques ambitions politiques). Dans la semaine nous créons **l'ADPER, Association pour la défense et la promotion de l'école rurale** et je déposais les statuts à la sous-préfecture de Montmorillon et informais tout le réseau. C'étaient surtout des instits de classes uniques de toute sorte, beaucoup du mouvement Freinet, certains comme Frédéric Gautreau de La Puye (Vienne) déjà très avancés vers une école du 3^{ème} type (pas encore dénommée !), mais aucun réfractaires, tous plutôt sympathisants de ce qui se faisait à Moussac qui avait lancé le mouvement!

- Je ne sais plus comment une quinzaine de personnes de toute sorte et de tout l'hexagone se sont retrouvées un mercredi matin brumeux de **novembre 1989** dans un bled paumé de la Creuse (Vallières), chez une mère de famille (Marie-France Crinière). J'étais le seul à représenter une association déjà constituée. Parmi les autres il y avait de tout, deux personnes de FO qui voulaient surtout emmerder Jospin, deux du Parti des travailleurs pour les mêmes raisons, un maire de l'Aveyron (Jean Milesi), deux ou trois mères de famille, un berger des Hautes-Alpes (Lionel Paillardin)... Par la suite nous n'avons plus revu les gens de FO et du PT, mais le fait que nous avons déjà une assoc nous a permis d'orienter la ligne politico-pédagogique du mouvement.

Dans la foulée, Pâques **1990**. C'est à la suite de cette rencontre que j'organisais avec les copains de la Vienne sous le sigle de l'ADPER le premier colloque sur l'école rurale au Vigeant dans la Vienne, dans un centre AFPA dont le directeur adjoint était un ami de notre école (il tirait notre hebdo sur la photocopieuse du centre avant que nous en ayons une), avec l'hébergement dans un ancien casernement militaire. 150 personnes et une vingtaine de départements représentés, organisation libertaire, pas d'intervenants, les copains de classes uniques déjà vers le 3^{ème} type se chargeant d'animer des petits groupes et de faire parler. Il y avait des instits, des maires ou élus, des parents, des profs d'EN,... C'est là que j'ai vu débarquer Sylvette et Marie-Chantal que je ne connaissais pas, Roger Beaumont et Christine Charles (une personne exceptionnelle malheureusement décédée prématurément), Philippe Bertrand, Michel Baron... Mais j'ai vu aussi débarquer le délégué général des élus de montagne (un très gros lobby national et européen), Pierre Rémi un énarque qui venait voir comment il pouvait convaincre ses maires de montagne qui ne pouvaient pas organiser le transport des élèves l'hiver de conserver leur CU ! A noter nous avons réalisé collectivement les actes du colloque en 15 jours avec tous ceux de la proximité de Moussac qui avaient participé au colloque.

- C'est au Vigeant qu'a été concoctée la création d'une fédération, et trois mois plus tard, **en juin 1990**, à l'Aubépin dans les Monts du Lyonnais, était créée **la Fédération nationale de défense et de promotion de l'école rurale (FNDPER)**. Plus tard elle a été transformée en FNER. Pour des raisons stratégiques nous avons poussé Jean Milési, un maire avec des ambitions politique (aussi prof) à la présidence et Pierre Rémi à la trésorerie (nous croyions naïvement qu'il allait nous faire profiter des moyens de sa puissante organisation) et glissé Jean-Michel Calvi au secrétariat. Je dis « nous » parce que jusque là nous maîtrisions la ligne militante.

- Pâques 1993, le colloque de Crozon qui a eu un retentissement (j'ai su que c'était ce colloque et ce qui s'en disait dans les couloirs du ministère qui avait engagé Bayroux à décréter un moratoire sur la suppression des CU, moratoire supprimé ensuite par Ségolène Royal) J'avais pu y faire venir des poids lourds comme Meirieu (que j'avais plutôt piégé), Hubert Montagner, Michel Authier, Pèr Jackès Elias, Françoise Oeuvarard (c'est elle qui au ministère avait fait les travaux qui montraient que les résultats des classes uniques étaient supérieurs à la moyenne nationale)... et même un espagnol (qui s'était plutôt fourvoyé !). De nombreux ateliers avaient été créés sur place, la veille à Crozon même, tous animés par les copains et copines. 500 personnes.

Ce colloque a été beaucoup pour la constitution des CREPSC. Il avait été convenu que la préparation, en particulier du contenu devait être faite entre Jean-Michel le secrétaire de la FNDPER, Lionel Paillardin (le berger militant très très actif dans les Hautes Alpes) et moi-même. En cours de route incompatibilité entre Jean-Michel et Lionel (quelque

peu insupportable il est vrai !), Jean-Michel démissionne de la FNDPER et Lionel se désintéresse du colloque (la pédagogie Freinet et ce que nous en faisons commençait à lui donner des boutons). Nous nous sommes donc retrouvés à trois pour cette préparation, deux bretonnes, Jacqueline Meirour, une mère de famille dont les enfants n'étaient même plus à l'école primaire et Maryline une autre mère de famille. Jacqueline n'a jamais voulu me dire comment elle s'était débrouillée pour accueillir, héberger et nourrir deux ou trois centaines de personnes venant de loin dans un magnifique centre de vacances face aux rochers de l'océan, pendant 3 jours et 3 nuits, pour 150 F de l'époque.

Le succès de cet évènement avait bien sûr réveillé quelques ambitions politiques. Le président Milési et le trésorier Pierre Rémi convoquent l'assemblée générale de la FNDPER **en juin 1993**, à Gap... chez Parick Ollier (le RPR époux de Michelle Alliot-Marie) un jour où tous les instits de la FNDPER ne pouvaient se rendre. Nous protestons et c'est Michel Baron qui s'est dévoué pour y aller nous représenter et faire repousser l'élection du CA à septembre 1990 à Paris. Mais cette fois nous y sommes allés en nombre, et au moment du renouvellement du CA et du bureau, à la surprise et à la rage de Pierre Rémi (un professionnel de la politique roulé dans la farine par un amateur !) nous avons fait élire Yves-Jean président, Jean-Michel Trésorier et Michel Baron secrétaire. Du coup il y a eu scission, Jean Milési, Pierre Rémi et Lionnel Paillardin ont créé une autre fédération « école et territoires »

- Dans tous ces évènements nous avons bien senti qu'il fallait nous distinguer de la FNDPER qui devenait de moins en moins enclin à porter les CU en avant comme « l'école du XXIème siècle ». D'autre part, avec le colloque de Crozon, j'avais récupéré quelques 300 adresses qui ont été la base des abonnés de la revue « écoles rurales, écoles nouvelles, communautés nouvelles » que je créais et dont nous étions totalement maîtres du contenu (cela a été une autre aventure). Je proposais donc aux copains en **octobre 1993** la transformation de l'ADPER en CREPSC, ce qui n'a été qu'une modification du titre de l'association dans nos statuts déposés à la sous-préfecture.

Toujours dans la foulée du colloque de Crozon, Michel Authier passe à Moussac. Nous lançons alors sous l'égide des CREPSC le projet **ACNE, arbres de la connaissance pour une nouvelle école**. Le problème c'est que l'outil informatique le permettant avait un coût. Avec l'aide de Michel Authier et de sa société TriVium, en Bretagne Pierrick Descotte et Christain Lego développent l'utilisation des ADC dans plusieurs écoles dans le réseau ACACIA. Roger Beaumont réussit lui à faire incorporer les AdC dans un centre de documentation et d'utilisation des TNC à St-Laurent de Chamousset dans les Monts du Lyonnais (ACNE-Rhône) pour qu'ils soient utilisables à distance par tous ceux du Rhône qui le voulaient. Après une période assez intense dans ces deux régions, les ADC

ont périclité du fait que le logiciel Gingo qui les permettait a été abandonné par TriVium au profit d'un outil SICA fait pour les grosses organisations ou entreprises.

Nous avons pas mal bougé, rencontré, activé et surtout beaucoup beaucoup échangé. **Pâques 1995, colloque d'Autrans (école rurale, communication et technologies nouvelles).** Cette fois nous en sommes les seuls maîtres, notre partenaire le Parc Naturel du Vercors offrant toutes les installations de la station de ski d'Autrans. Patrick Guillot, un copain directeur du département technologies nouvelles de l'INRP, se débrouille pour que l'on indique l'INRP comme partenaire, du coup le CRDP et le rectorat de Grenoble demande à figurer aussi sur les affiches ! Trois jours, 500 personnes, une centaine d'intervenants dont des espagnols, des portugais un italien, une suédoise, un états-unien. Cette fois nous étions chevronnés et la préparation s'est faite par un noyau en communication permanente, sur place ou presque Christan Drevet (Longechenal dans l'Isère), Vincent Fréal (La Villeneuve) et Sylvette Brivet (elle a fait seule le pavé des actes du colloque), Marie-Chantal et moi-même, puis sur le colloque tous les crepsc mobilisés. Cela a fait aussi quelque peu du bruit, en particulier dans l'académie de Grenoble.

C'est au cours du colloque que d'une part nous avons rédigé, avec l'Institut des Communautés éducatives portugaises et la Fédération des mouvements de rénovation pédagogique espagnole, les statuts de l'association européenne de défense de l'école de proximité (ADELE) ont les siège avait été fixé à Setubal chez ICE au Portugal où j'avais été invité plusieurs fois. En réalité cette association européenne n'a pas eu d'activité, faute de moyens.

D'autre part c'est là qu'a été décidé l'appellation MARELLE du serveur télématique que Marie-Chantal et Sylvette avaient réussi à faire acquérir en détournant un fond européen ! Dès **Septembre 1995**, avec la machine installée provisoirement dans la cuisine ardéchoise de l'ingénieur chargé de la maintenance, le réseau démarrait et Canal+ faisait le premier reportage sur les technologies nouvelles à l'école avec Marelle ! (dans l'école de Frédéric Gautreau et celle de Magalie Bruzac toutes deux dans la Vienne)

- Mais dès 1997 il a fallu passer à internet. A l'époque il fallait un serveur et son coût. L'association « Ecole et nature » avait les moyens et un de ses militants, Guy Landreau, participait à nos échanges. Un montage coopératif avait été fait en Ardèche mais il s'est avéré que nous n'avions aucune prise sur l'aménagement opéré par deux techniciens. Nous avons pourtant passe un mois de vacances avec Sylvette à distance et aux manettes pour faire le site des crepsc (disparu aujourd'hui). Une seconde migration a été effectuée ensuite par Claude Crozet (IME Clairjoie en Saone et Loire) sur le site créé par un des fondateurs des inforoutes ardéchoises. Les coûts avaient baissés mais la collaboration avec le technicien n'était toujours pas facile. La troisième migration a été

faite par Fred Mathy (01) sur ouvaton là où le coût était moindre. Et puis... aujourd'hui marelle existe toujours sur le papier (comme les crepsc !) mais tout se passe maintenant sur arbuste et la liste pratiques.

Pendant toute cette période technologique, nos recours, Sylvette, Roger, Claude étaient sans cesse sollicités par nous.

A noter pendant toute l'activité des CREPSC nous avons toujours été soutenu par l'ACEPP, en particulier Françoise Giret et Françoise Brochet, permanente du CA de l'ACEPP. L'ACEPP était aussi cofondatrice de l'ADELE.

- Tout aurait donc dû baigner. **Un évènement en 1996** à bouleversé les CREPSC et a provoqué leur délitement : cela a été la découverte en Ardèche de la pédophilie d'un de nos membres les plus actifs. Le choc.

Claude et moi avons maintenu le site en état, je continuais à faire référence aux crepsc, mais c'était le sommeil.

Jusqu'en 2 000 où un certain Philippe Ruelen est rentré dans la danse !

Il ya encore eu des perturbations, plus rien ne se passe sur Marelle ni sous le nom des crepsc, mais peu importe, ça continue ailleurs, autrement.

A noter : l'intérêt d'avoir une structure juridique (association loi 1901 ou autre), c'est qu'elle permet d'organiser des évènements, d'intervenir en son nom, d'avoir des fonds ou d'obtenir des subventions.